

Texte paru dans le numéro 10 vol 1 – Automne 2007-Hiver 2008

Une crise à venir

LA CULTURE QUÉBÉCOISE EST-ELLE EN CRISE ?

L'intérêt de cette question réside en grande partie dans l'obligation qu'ont les répondants de se positionner vis-à-vis des termes employés : qu'est-ce qu'une crise, qu'est-ce qu'une culture, qu'entend-on par une culture québécoise? Si l'on distingue généralement deux champs de définition de la culture – celui de l'anthropologie (mœurs, coutumes, mentalités...) et celui des œuvres (productions des artistes, intellectuels, etc.) –, je tenterai dans cet article de composer avec ces deux définitions, que je ne mets pas sur une même ligne de force : je suis de ceux qui croient fondamentalement en la possibilité d'une primauté des idées sur les moyens et bien que les moyens déterminent les idées *de la norme*, j'affirme que ce sont les idées *subversives* qui sont à la base des changements de mentalité. Ce qui revient à dire qu'une culture des œuvres, lorsqu'elle se fait contestatrice, peut provoquer une crise de la culture dans son ensemble – et donc un changement du modèle de société. J'entends par « crise de la culture » un bouleversement radical des mentalités; ce bouleversement peut être accompagné d'un chaos social ou se dérouler dans la plus plate tranquillité, il peut être perçu comme un recul terrifiant ou comme un progrès glorieux; dans tous les cas il remplace un ordre par un autre. Il est donc difficile à mon avis de percevoir si nous sommes actuellement en crise ou non : ce n'est pas l'absence de désorganisation sociale qui peut nous permettre de conclure à la non-existence d'une crise, pas plus que certaines transitions suffisent à prouver l'existence de ladite crise. Nous sommes contraints, dans le cas où le recul historique n'est pas possible, de nous fier à notre sensibilité, doublée peut-être d'une intuition raisonnée qui aurait été éclairée par les expériences du passé. Je m'explique : il m'apparaît inévitable de revoir ne serait-ce que brièvement les anciennes crises de la culture au Québec, afin d'en distinguer d'une part les fondements, et d'autre part, de tenter de comprendre où nous nous situons actuellement. Car c'est en dressant l'état de la culture que nous pourrions plus aisément percevoir l'existence d'une crise, ou – ce qui est mon intuition – d'une « pré-crise ».

L'IDÉOLOGIE DU RATTRAPAGE : 1930-1980

L'ère globale sur laquelle je me penche et qui avec certitude a provoqué la dernière grande crise de la culture québécoise est celle que plusieurs historiens ont qualifié d'ère de « rattrapage ». Cette dénomination a l'avantage d'offrir une saveur à la fois économique et culturelle; par rattrapage on entend bien sûr le développement du secteur tertiaire et l'inscription à la Bourse de Wall Street, mais

aussi la laïcisation, l’alphabétisation et les publications chez Gallimard Paris. On la confond souvent avec la Révolution tranquille, laquelle aurait permis dans les mêmes années l’explosion de notre littérature et la nationalisation de l’hydroélectricité. Or nous savons maintenant que si cette Révolution qui n’en était pas une fut un élan formidable et nécessaire, de nombreux signes avant-coureurs ont préparé ce rattrapage hâtif. Je ne trouve pas inutile de le rappeler, d’une part parce qu’il me semble que nous, les Québécois postmodernes, avons tendance à les oublier, d’autre part parce que l’étude de ces dits signes nous permettrait – avec un peu de chance – de repérer ceux qui s’en viennent. Si nous pouvions ne pas être aveugles à nouveau devant les manifestations d’une nouvelle libération, ce serait déjà une certaine forme de progrès.

Cette ère du rattrapage comporte plusieurs étapes significatives, sur lesquelles il me semble intéressant de revenir. Toutes ces étapes – j’en dénombre quatre – participent au même mouvement, parfois involontairement; l’historien Gérard Bouchard parle « d’archémythe » au sujet du rattrapage, c’est-à-dire « une vaste configuration symbolique qui commande et fédère un ensemble de mythes[1] » ; il le situe plutôt dans les années 1960 et 1970. Je préfère employer le terme d’idéologie globale, fédérant effectivement les mouvements d’idées en éclosion; le découpage que j’effectue de cette ère du rattrapage débute dès les années 1930, tout en sachant qu’il est toujours possible de remonter le fil du temps jusqu’aux premiers temps de la colonisation. Ce découpage est évidemment subjectif, et comporte sa part d’approximations, voire d’erreurs. Car ce qui m’intéresse ici, ce n’est pas tant les dates en tant que telles que les mouvements historiques et les idéologies qui les accompagnent.

1930-1949 : LE DÉPLAFONNEMENT (REMISE EN QUESTION)

Je ne suis pas le premier à l’affirmer, mais ces années 1930 au Québec, souvent considérées comme moyenâgeuses, ténébreuses et débilitantes, ont connu un vent de pensée – peut-être serait-il plus approprié de parler de brise – qui me paraît fondateur. Si les conditions socioéconomiques, surtout en ce qui a trait aux francophones, étaient rudes, et que les petites lumières qui s’agitaient étaient loin de constituer la norme, cette période connut tout de même une « rénovation intellectuelle » – l’expression provient des historiens Lacoursière, Provencher et Vaugeois – marquée par la fondation de plusieurs journaux et revues progressistes comme *L’Ordre* d’Olivar Asselin, *Le Clairon* de T-D Bouchard, *Le Jour* de Jean-Charles Harvey, *La Relève* de Robert Charbonneau, *Vivre* de Jean-Louis Gagnon... Dans ces pages, les auteurs rejettent le discours passéiste des aînés, critiquent âprement l’éducation austère des religieux, prônent la découverte du monde... Cette période, c’est celle du « déplafonnement » : les rénovateurs tentent de repousser les limites jusque-là terriblement oppressantes d’un ordre qu’on ne remet pas fondamentalement en question. Ce n’est pas le système qu’on souhaite remplacer, mais bien certaines mesures que l’on juge désuètes. Ce n’est pas une révolution, ni même une réforme, car la contestation reste théorique – même les rêves hydroélectriques du visionnaire Philippe Hamel ne seront pas réalisés, mais ils permettront à un Adélar Godbout puis à un René Lévesque de créer l’une des principales richesses de notre pays –, cependant on peut parler d’une période de remise en question, première étape nécessaire dans le cheminement accédant à une crise.

1949-1960 : L’ÂGE DE LA PAROLE (NOMMER LES CHOSES)

La récupération – au sens noble – et l’élargissement de ces idées, mais aussi leur radicalisation,

surviennent dans les années 1950. Elles ne sont certes pas étrangères à l'enrichissement collectif du Canada, un enrichissement qui, faut-il le rappeler, s'est produit en grande partie grâce à la Seconde Guerre mondiale. Si je prends l'année 1949, c'est que la date de publication du *Refus global* me paraît hautement symbolique. Les aspirations pour une liberté radicale y sont clairement exprimées, nourries par un virulent anticléricalisme. Dans la foulée du *Manifeste du surréalisme*, publié 25 ans plus tôt, une génération d'artistes prend la parole au nom de la liberté de création et des forces vives de l'imaginaire. Les idées de réforme sont devenues des cris de révolte; ceux qui prennent la plume ne sont plus des journalistes ou des prêtres défroqués mais des peintres et des poètes. L'émotion entre sur scène... Parmi les agités, de jeunes Canadiens français décident quelques années plus tard (en 1953) de fonder la première maison d'édition consacrée exclusivement à la poésie : l'Hexagone. Leurs poèmes fulgurants marqueront au fer rouge notre culture; encore aujourd'hui Miron, Giguère, Lapointe restent des figures tutélaires de la poésie québécoise, peut-être parce qu'avant de publier, ceux-ci voulaient parler. Et avaient quelque chose à dire. Nommant ainsi cette période, on serait tenté de choisir comme personnage représentatif du courant de la prise de parole un Gaston Miron, mais la figure de Borduas me semble plus juste, car elle est davantage dépolitisée : ce qui préoccupe l'auteur des magnifiques *Projections libérantes* – une œuvre qu'on a malheureusement tendance à mettre de côté au profit du *Refus global* – ce n'est pas l'indépendance nationale, mais la libération de la chape de plomb catholique. Le cri, à ce moment, passe avant le fleurdelisé.

1960-1967 : LA LIBÉRATION (LA CRISE)

La Révolution tranquille est le point culminant de l'idéologie du rattrapage. C'est dans cette période que je situe la dernière crise de la culture au Québec, accompagnée d'un changement de mentalité sans précédent. Évidemment, cette crise n'est pas propre au Québec, et dans de nombreux cas, dont les anciennes colonies d'empire, ces années furent celles des bouleversements sociaux – à noter cependant que je situe notre crise bien avant celle de 1968 aux États-Unis ou en France, lesquelles sont avant tout des crises nourries par un esprit de contre-culture. Ce que l'équipe de Lesage met en place rassemble les idées subversives des périodes précédentes, de la vision sociologique du père Georges-Henri Lévesque à la laïcisation défendue par les automatistes, en passant par la réforme de l'éducation. Cette période s'accompagne d'une effervescence dans les arts, dont notre fameuse « littérature en ébullition » évoquée par Bessette au sujet des publications simultanées de Godbout, Blais, Ducharme, Tremblay, Aquin... Hubert Aquin, justement, qui me paraît tant symboliser cette période de crise de la culture; lui dont l'œuvre entière ne souscrivait qu'à un seul dogme, celui de la liberté; lui le subversif traversé, secoué, déchiré par le bouleversement de sa société qu'il tentait de comprendre, d'accompagner.

1967-1980 : L’AFFIRMATION NATIONALE (MISE EN PLACE D’UN NOUVEL ORDRE)

Dans son désormais célèbre entretien à paru en septembre 2006 dans *L'actualité*, Jacques Godbout a rappelé la volonté des réformateurs au lendemain de la Révolution tranquille: « Après le drapeau, ce qu'il nous fallait, c'était une littérature nationale, un cinéma national. » Peu importe la qualité : le nombre et l'origine *made in Québec* restent essentiels. On produit, et beaucoup, pas que du mauvais d'ailleurs. Mais ce qui s'apparentait davantage à un cri de libération devient de plus en plus un chant patriotique. L'affirmation nationale sera accélérée avec l'accession au pouvoir du Parti

québécois ; à ce moment l'idéologie de rattrapage prend un autre sens – selon certains son seul sens possible. Il est curieux d'observer à quel point 1976 marque une rupture de ton dans les œuvres d'art au Québec, en premier lieu dans la littérature. De la violence et du ludisme en action dans la langue joualisante des premiers Tremblay – ce que nous oublions, car nous sommes en train de faire des *Belles-Sœurs* d'attachantes matantes, alors que ce sont des furies déchaînées –, la culture québécoise est tentée par l'adéquation « joual égale authenticité », et son corollaire si triste, « français normatif égale colonialisme ». Un nouvel ordre se met en place ; les subversifs d'hier sont ministres, éditeurs, producteurs, éditorialistes en chef. Cycle normal des crises, qui se doivent d'être résorbées afin de revenir à un équilibre, une harmonie. Une homogénéité sociale.

LE REPLI SUR SOI DE 1980

L'année 1980, ce n'est pas que l'échec du référendum, c'est aussi la fin de l'idéologie du rattrapage. Le Québec, en 1980, est une terre prospère; il n'a plus les complexes d'antan et semble sorti de son isolement. Essoufflé par un demi-siècle de changements, il prend une pause : un nouvel ordre s'est établi ; celui-ci, moderne et informé, est rapidement influencé par la nouvelle donne occidentale, laquelle plonge de plain-pied dans l'idéologie néolibérale. 1980, c'est une rupture en Occident. Les années Thatcher et une récession sans précédent débutent en Grande-Bretagne; Reagan met en œuvre ses politiques conservatrices aux États-Unis ; Sartre et les grandes idéologies meurent en France. Début du désenchantement ; le Québec « rattrapé » n'y échappera pas.

L'année 1980, dans l'art au Québec, marque le début d'une nouvelle ère : celle du repli sur soi. Face au désenchantement, plusieurs artistes vont se retirer de la place publique et concentrer leurs efforts sur l'intimité de l'homme : son couple, ses mœurs sexuelles, son désarroi intérieur... C'est la période de l'autofiction, de l'expression personnelle. Une teinte générale accompagne bon nombre des œuvres de l'époque, une teinte gris-noir, à la fois cynique et désabusée, mais aussi violente, destructrice, désespérée. Si quelques voix échappent à cette ambiance générale, en se réfugiant entre autres dans la contemplation de la nature ou dans la fuite vers l'imaginaire, on sent bien que l'humeur est au noir. Ce qui, soit dit en passant, n'empêche nullement la création d'œuvres importantes.

DES SIGNES AVANT-BOUREURS D'UNE NOUVELLE CRISE À VENIR ?

Je crois que nous assistons aux derniers jours de cette période du repli sur soi. Ce qui me fait dire cela, ce sont les signes d'un retour en force du politique. D'un besoin de faire rejaillir la parole dans l'arène, même si ce besoin est quelque peu ténu et pas encore assez viscéral. Ce qui m'échappe, car il est trop tôt pour le dire, c'est l'idéologie globale dans laquelle s'inscrivent le repli sur l'intime, disons entre 1980 et 2000, et notre période, que je ne peux nommer. Gérard Bouchard va jusqu'à dire que notre problème est de ne pas avoir pu remplacer l'archémythe de rattrapage par un autre, mais je suis loin d'être certain qu'on puisse délibérément décider d'un archémythe. Celui-ci se dessine malgré nous, au-delà de nos propres aspirations; il en est la synthèse, et donc le dépassement. Si je reviens à ma conception d'une idéologie en marche, je peux affirmer que, contrairement au mythe, l'idéologie est toujours à l'œuvre. Mais avant de m'expliquer là-dessus, j'aimerais revenir sur les quatre étapes qui concernent la mise en marche de l'idéologie de rattrapage.

Je crois que ces quatre étapes sont inévitables, et donc cycliques : à toute crise correspond un moment de prise de conscience, puis vient l'action libératrice qui pousse à nommer les obstacles, suivie

enfin de l'explosion. La crise permet ensuite la mise en place d'un nouvel ordre, qui perdurera jusqu'à la prochaine crise. Si l'on s'entend pour affirmer – et nous sommes nombreux à le faire – que nous ne sommes pas actuellement sortis du nouvel ordre mis en place entre 1960 et 1980, il m'apparaît clair que nous nous situons dans une période de pré-crise, qui peut se loger soit dans la période de prise de conscience, soit dans la nomination libérante. Pour revenir à mon découpage du rattrapage, notre période actuelle correspondrait soit au déplafonnement (1930-1949), soit à l'âge de la parole (1949-1960). Je vais maintenant expliquer pourquoi je penche pour la première période – ce qui implique entre autres que le contexte social et politique de ces années-là, dont l'amorce de la Grande Noirceur, offrirait des échos avec le contexte actuel.

Je ne suis certes pas le premier à observer la remise en question du modèle de l'État québécois ces dernières années. Jamais le legs de la Révolution tranquille n'aura été autant discuté, à droite comme à gauche – mais surtout à droite – et les dernières élections provinciales de 2007 auront démontré l'ébranlement dudit modèle. Je ne suis pas non plus le seul à remarquer que certains troubles occidentaux amplifiés par la mondialisation sont en train de gagner le Québec qui jusqu'à il n'y a pas si longtemps semblait épargné : je pense entre autres aux tensions liées à l'immigration, à la délocalisation de grandes entreprises, au clivage accentué entre le monde urbain et le monde rural, au décrochage scolaire des jeunes hommes, etc. Face à ces perturbations – qui étaient à l'œuvre également dans les années 1930, mais sous une autre forme, accentuées par la crise économique et la montée des extrémismes –, le nouvel ordre en place peine à réagir. Il est « dépassé », à droite, à gauche, dans la société civile, dans les arcanes de l'avant-garde. Des remous sont perceptibles ; au Québec, la contestation à droite, par exemple, a pris de l'ampleur ces dernières années. Un néoconservatisme, aux assises intellectuelles plus solides, aux bastions forts se dessine : on y critique les idéaux de la Révolution tranquille, on y revisite la Grande Noirceur avec nuances ; on y observe le libéralisme économique avec moins de peur ; enfin on y souhaite une refonte majeure de l'éducation. Certaines de ces idées gagnent en popularité, dépassant le cadre des milieux intellectuels ; ainsi, pour la première fois peut-être de son histoire, des Québécois approuvent un engagement militaire des leurs en terre étrangère : du jamais vu au pays du refus de la conscription. Le modèle d'un État interventionniste, aux programmes sociaux nombreux (et lourds) se fait attaquer, tandis que la gauche lui reproche son manque d'envergure. Une gauche qui se cherche, partagée entre ses désirs d'écologie, de justice sociale, de meilleure répartition des richesses. Moins armée sur le plan théorique que la droite actuelle, la gauche québécoise a de nombreux défis à relever dans les prochaines années. Mais revenons à notre sujet : une remise en question de l'ordre en place est à l'œuvre au Québec ; le fait est indéniable.

Les choses sont-elles clairement nommées pour autant ? De cela je ne suis pas sûr, voilà pourquoi je suis tenté par la comparaison de notre situation avec celle du déplafonnement de 1930-1949. À la suite du repli sur soi des années 1980 à 2000, une petite brise de « rénovation intellectuelle » – je reprends délibérément cette expression – se fait sentir. Attention, je veux être clair sur ce point : il s'agit d'un vent léger, qui se diffuse pour l'instant de manière sporadique, en des lieux peu fréquentés. Comme toujours, on retrouve des éléments de contestation dans les milieux d'avant-garde, chez des artistes ou des intellectuels qui n'ont que la parole ou l'écrit comme arme, mais dont la volonté d'ébranler le cours des choses est vive. Je ne prétendrais pas dresser une liste exhaustive de tels mouvements, mais qu'on me permette de signaler quelques phénomènes culturels qui s'inscrivent dans une perspective de déplafonnement. Je pense ici à la création, ces dernières années, d'une pléthore de maisons d'édition littéraires au mandat artistique audacieux comme *Le Quartanier*, *Les Allusifs*, *Le Marchand de feuilles*, *Nota bene*, *L'Oie de Cravan...* Je pense au renouveau des revues d'idées au Québec : *Argument*, *Liberté* qui s'est enflammée à nouveau, *L'Atelier du roman* qui est arrivée à Montréal, et les récentes *L'Inconvénient*, *Zinc*, *Contre-jour...* Je pense à l'éclosion de compagnies de théâtre et de danse qui sillonnent la planète – souvent plus facilement que nos propres régions. Pendant que plusieurs intellectuels québécois se lamentent sur la mort de la culture au Québec^[2] (cf. François

Ricard dans *La Culture québécoise est-elle en crise ?*), sur notre pauvreté artistique, sur notre incapacité à produire des chefs-d'œuvre universels (cf. Alain Roy, *op. cit.* ; l'affaire Homel dans *Le Monde des livres*), Robert Lepage reçoit le Prix Europe pour le théâtre, après Mnouchkine et avant Chéreau ; un manifeste affirmant la mort de la francophonie sous sa forme actuelle, signé par des écrivains de langue française des quatre coins de la planète, *Pour une littérature-monde* (publié en mars 2007 dans *Le Monde*), présente Ducharme comme l'un des plus grands auteurs contemporains.

Tout cette effervescence, ou plutôt ces mouvements légers, ne sont pas suffisants pour provoquer une crise. Ils en sont les premiers signes avant-coureurs. Lorsque cette période de remise en question – dont la portée, je le rappelle, n'est pour l'instant que purement théorique – sera terminée, débutera une période de clarification des enjeux. Les limites (obstacles, frustrations, problèmes) seront nommées, permettant par la suite une véritable crise de la culture. Le déplafonnement auquel nous assistons aujourd'hui peut être long, mais tôt ou tard la volonté de pointer ce qui irrite prendra le dessus. D'ici là, il ne nous reste qu'à préparer le bûcher, en nous réconfortant à chaque manifestation d'une volonté de libération, qui ne nous laisse pas d'espérer.

Olivier Kemeid*

NOTES

* Olivier Kemeid est auteur de théâtre et directeur artistique d'Espace Libre, à Montréal.

[1] Gérard Bouchard et Alain Roy, *La culture québécoise est-elle en crise ?*, Boréal, 2007, p. 153.